



CSI-AFRIQUE

CONSEIL GENERAL

Lomé, 14-18 Septembre

FORUM SUR LA CRISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE MONDIALE ET LE PACTE MONDIAL POUR L'EMPLOI

Table ronde 1 - L'AFRIQUE DANS LA TOURMENTE DE LA CRISE FINANCIERE GLOBALE

**Les implications de la crise en Afrique et les réponses
de la CSI-Afrique**



Plan de la présentation

Introduction

1. Les implications économiques et sociales sur le continent
2. Les réactions des syndicats face à la crise
3. Implications de la crise pour le monde du travail et stratégies syndicales

Conclusion



Introduction

- Depuis les années 1980, face aux enjeux et défis de développement de l'Afrique,
- L'action syndicale pour le suivi des politiques et programmes économiques et sociaux mis en œuvre dans les pays africains est une priorité pour les organisations syndicales sur le continent
- C'est pourquoi, dès les premiers signaux de cette crise, la CSI-Afrique s'est engagée avec le mouvement syndical international
- Ce forum offre **une opportunité pour lancer le débat** sur les effets de la crise sur l'Afrique, évoquer les enjeux et défis, et **explorer quelques axes stratégiques d'action pour les syndicats africains**



2. Les implications de la crise sur le continent

- 2.A - D'abord les mécanismes de transmission à l'Afrique – essentiellement par Quatre Canaux :
 - ❖ Les marchés des biens et services (avec une forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur, $X+M/PIB > 50$ à 75% et une concentration des exportations sur 1 à 3 produits en général)
 - ❖ Les marchés des capitaux
 - ❖ Les marchés de la monnaie
 - ❖ Les marchés du travail



Quelques faits

1. Les marchés des biens et services

- **Crise → Baisse demande mondiale pour biens et services → en Afrique, Baisse demande pour exportations africaines → chute de leurs prix**
- ❖ Quelques exemples de chute de prix entre fin juillet 2008 et fin mars 2009 pour les biens
 - **Charbon, 66%, Baril de pétrole, 60%**
 - **Platine, 36%, Diamant, 30%, Argent, 24%**
 - **Café robusta, 32%, Café arabica, 21%, Coton, 11%, Cacao, 9%**
- ❖ Pour les services, baisse des arrivées de touristes



2 Les marchés des Capitaux

- Impact plus important de la crise sur certains marchés financiers africains comparativement à ceux de pays avancés du nord (USA, Japon, France)
- ❖ Quelques exemples de Baisse de valeur des actifs sur les marchés entre fin juillet 2008 et fin mars 2009 de 7 pays africains et 3 pays du G8
 - Maroc (24,8%) ; Afrique du sud (25%) ; Côte d'Ivoire (38,3%) ; Maurice (39%) ; Kenya (44,5%) ; Egypte (55%) ; Nigeria (62,5%)
 - USA (31,71%) ; France (35,3%) ; Japon (35,5%)
- ❖ Ainsi un investisseur ou épargnant Nigérian ou (un Egyptien) possédant 10.000 \$US en fin juillet 2008, s'est retrouvé en mars 2009 avec seulement 3750 \$US (4500 \$US) respectivement contre 6829 \$US, 6270 \$US ou 6250 \$US respectivement pour l'Américain, le Français ou le Japonais



3. Les marchés de change

- Dépréciation plus importante de monnaies africaines, notamment par rapport au dollar ou à l'Euro
- ❖ Quelques exemples de diminution de taux de change entre fin juillet 2008 et fin mars 2009
 - Pays de la zone CFA (12,6%); Tunisie (14,2%); Botswana (16,2%); Algérie (16,3%); Kenya (17,2%); Ghana (18,1%); Namibie (20,6%) ; Nigeria (21,2%) ; Ouganda (22,1%) ; Zambie (36,2%) ; RDC (38,7%); Sierra Léone (Afrique du Sud (21,8%) ; Seychelles (50,9%).
- Sur la même période, l'Euro ne s'est déprécié que de 13% par rapport au dollar et le yen s'est en apprécie de 10%



4. Les marchés du travail

- Crise →
- Pertes d'emplois massifs dans les pays d'accueil (Amérique du nord, Europe notamment) pour les travailleurs migrants Africains et détérioration de leurs conditions de travail en termes de droits humains
- Baisse des opportunités futures d'emplois (Ex de la situation actuelle sur le marché espagnol)
- Conséquences graves résultant de la baisse des transferts monétaires des migrants sur :
 - les gouvernements (déficit de ressources)
 - populations (pertes de revenus pour les ménages les plus pauvres vivant dans les couches défavorisés)
 - et les secteur privés (financement réduit)



Les marchés du travail (suite et fin)

- La preuve de l'ampleur du phénomène pour les économies africaines →
- Les estimations récentes des transferts des migrants africains à destination du continent se chiffrent en 2008 à **20 milliards de US \$ dont 77% provenant des USA et Europe occidentale**
- Selon les **canaux officiels exploités par la Banque mondiale**, les dix premiers pays bénéficiant de fonds :
 - a. En 2007 (en milliards de dollars) sont : **Nigéria (3,3), Kenya (1,3), Soudan (1,2), Sénégal (0,9), Ouganda (0,9), Afrique du Sud (0,7), Lesotho (0,4), Maurice (0,2), Togo (0,2), Mali (0,2).**
 - b. En 2006 (en pourcentage du PIB) sont : **Lesotho (24,5 %), Gambie (12,5 %), Cap-Vert (12 %), Guinée-Bissau (9,2 %), Ouganda (8,7 %), Togo (8,7 %), Sénégal (7,1 %), Kenya (5,3 %), Swaziland (3,7 %), Bénin (3,6 %).**



2.B- Implications économiques et sociales sur le continent

- Deux types d'implications
 - ❖ Implications économiques et sociales
 - ❖ Implications sur les revenus et la pauvreté



Implications économiques et sociales

Les échanges extérieurs

- ❖ Une chute plus importante du taux de croissance des exportations **7%** que des importations **4,7%** → **la détérioration de la balance commerciale**
- ❖ Ainsi, d'une situation globalement excédentaire en 2008 de **2.9%**, le continent fera face à un déficit du compte courant de **4%** du PIB en 2009
- ❖ Quelques exemples
 - **Burkina Faso**, la balance des paiements s'est dégradé du fait de la chute de la production agricole et de la baisse des exportations de coton fibre
 - **Botswana**, baisse de la production du diamant **de 50%** à cause de la chute du prix sur le marché international de **30%**
 - **Zambie**, la baisse du prix du charbon de **65.8%**, a conduit à une baisse considérable des réserves.



■ La croissance

- ❖ Baisse du taux de croissance du continent de **5,4%** en 2008 à **3,3%** en 2009
- ❖ Quelques exemples pour **l'Afrique du sud, Angola, Kenya, RDC**
- ❖ **1,8%, 6,3%, 2,1% et 1,7%** de taux de croissance attendus en 2009
- ❖ contre des taux de **5,1%, 21%, 6,3% et 6,5%** respectivement en 2007 pour ces pays.



- Mouvements des flux financiers et monétaires

- ❖ Globalement, on devra noter une baisse des investissements directs de l'Étranger (**IDE**), des investissements de portefeuille, des transferts des migrants et de l'aide publique au développement (**APD**)
- ❖ Selon la BAD, des reculs d'investissements sont annoncés en Afrique du sud, au Ghana, au Kenya et au Nigeria et dans d'autres pays.
- ❖ Les transferts officiels de migrants africains pour un échantillon de pays passeront de **1.100 millions** de dollars en 2008, à **800 millions** de dollars en 2009, **soit une baisse de 300 millions de dollars (environ 27%)**.



■ Activités économiques et emploi

- ❖ La plupart des secteurs sont touchés. Mais les plus touchés semblent être le secteur minier, le tourisme, le textile, l'agriculture et le secteur manufacturier.
- ❖ Des pertes d'emplois substantielles sont enregistrées, avec des effets négatifs directs sur les conditions de vie travailleurs.
- ❖ Quelques exemples en **2009**
 - Diminution de **20%** des revenus du tourisme en **Tanzanie**
 - Diminution de plus de **20%** des investissements dans l'industrie du tourisme au **Mozambique**
 - Baisse du **taux d'occupation** des hôtels au **Kenya, Tanzanie, Afrique du Nord**



- **Activités économiques et emploi (suite et fin)**
- ❖ Quelques exemples en **2009** (suite et fin)
 - **Près de 500.000** de pertes d'emplois en **RDC**
 - **Des milliers en** de pertes d'emplois **Afrique du sud (dont près de 40.000)** dans l'industrie automobile
 - **5000** pertes d'emploi dans l'industrie du diamant au **Botswana**
 - **Des milliers** de pertes d'emplois et des fermetures d'entreprises dans l'industrie du bois **au Cameroun, en RCA et au Gabon**
 - Plus de **100.000** abonnements sont annulés pour les chaînes de télévision entraînant **11.000** pertes d'emploi dans **22 pays africains**
 - **1500** emplois menacés dans les mines au **Liberia**



Implications sur les revenus et la pauvreté et le développement

■ Revenus et pauvreté :

- ❖ Il ressort de l'analyse des impacts économiques et sociaux, que la crise va affecter négativement la distribution des revenus dans les pays ainsi que l'incidence de la pauvreté.
- ❖ Des simulations récentes à partir d'un modèle d'équilibre général calculable permet de mettre en exergue l'impact sur les revenus des ménages et du gouvernement, l'emploi et sur le bien être d'une **diminution de 10%** :
 - des prix mondiaux des produits de rente
 - des offres de capitaux extérieurs
 - des transferts reçus du reste du monde (RDM).

Impacts de la diminution de 10% des prix mondiaux des produits de rente

Indicateurs	Variation en %
Production de cultures de rentes	-0,88
Exportation des cultures de rente	-10,4
Revenu nominal des ménages	-0,16
Revenu disponible des ménages	-4,45
Demande de travail informel dans l'agriculture	-2,58
Variation de bien-être des ménages	-6,81

Impacts de la diminution de 10% des transferts reçus du reste du monde

Indicateurs	Variation en %
Valeur ajoutée totale	-0,12
Revenu nominal des ménages	-0,67
Revenu disponible des ménages	-5,16
Demande de travail formel	-0,12
Variation de bien-être des ménages	-6,56
Epargne du gouvernement	-29,25

Impacts de la diminution de 10% des offres de capitaux étrangers

Indicateurs	Variation en %
Valeur ajoutée totale	-0,92
Revenu nominal des ménages	-0,67
Revenu disponible des ménages	-4,67
Demande de travail formel	-1,38
Variation de bien-être des ménages	-6,42
Epargne du gouvernement	-29,32



2. Réactions des syndicats face à la crise

- 2.1 Les initiatives de la CSI-AFRIQUE
- 2.2 Les actions en cours avec le mouvement syndical international



2.1 Les initiatives de la CSI-Afrique

- Conformément à son plan stratégique 2009 -2012 , la CSI-Afrique a prévu des actions en formulation de stratégies alternatives aux politiques néolibérales. A cet égard, à la suite de cette crise, elle s'est engagée dans un programme de sensibilisation et de formation pour les syndicats africains.
- A ce titre, elle a déjà organisé et ou participé à un certain en Afrique de l'est, en Afrique centrale et en Afrique de l'ouest. Il s'agit notamment :
 - ❖ du forum sur la crise financière globale organisée en collaboration avec le BIT pour les affiliés de 5 pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzanie et Ouganda) à Nairobi en avril;
 - ❖ de la table ronde organisée sur la crise à l'occasion de son bureau exécutif en mai à Nairobi;



Les initiatives (suite)

- de la 12ème rencontre du groupe de travail des experts syndicaux de l'Afrique de l'ouest sur le commerce et l'intégration régionale, communément appelé RAK (Regionaler Arbeits kreis) organisée par la FES pour 6 pays de l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali Nigéria et Sénégal) à Abuja (Nigeria) en mai ;
- de l'Université d'été organisée par la FES pour les jeunes leaders syndicaux de l'Afrique de l'ouest en aout 2009 à Lokossa ;
- de l'université d'été de la FES pour les organisations syndicales de 8 pays de l'Afrique centrale (Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, RCA, RDC, Rwanda et Tchad) en aout à Kribi.
- Les actions prévues dans le cadre de ce programme vont se poursuivre **cette année et au delà**. Le point d'orgue cette année est ce forum de la CSI-Afrique..

Les initiatives (suite)

- Dans le cadre ce programme, eu égard aux tendances lourdes du contexte africain, les orientations de politique économique recommandées par la CSI-Afrique tiennent compte de **trois caractéristiques majeures** :
 - ❖ **la nécessité d'un changement de paradigme** pour conduire les politiques et les stratégies de développement en Afrique.
 - ❖ **l'exigence d'une bonne gouvernance** dans les pays africains.
 - ❖ **une véritable réforme de la gouvernance mondiale** pour permettre aux Etats africains de s'affranchir de la domination des Institutions internationales et des puissances occidentales et des puissances émergentes.

Les initiatives (fin)

- En dehors des actions menées au sein du mouvement syndical, la CSI-Afrique s'est aussi engagée dans des initiatives avec des organisations proches défendant les mêmes valeurs et les intérêts des travailleurs et syndicats africains. Dans ce registre, on peut citer entre autres :
- **le forum Afrique Canada** sur sous le thème général «Relever les défis du développement démocratique, de la paix et de la justice économique en Afrique» à Ottawa en mai ;
- **le séminaire international** des organisations de la société civile francophones **sur la crise financière et ses effets sur la mise en œuvre du Programme d'Action d'Accra sur l'Efficacité de l'Aide** organisé à Lomé en juillet ;
- de la **12ième réunion annuelle** d'évaluation et de stratégie du réseau d'Afrique sur le Commerce (ATN) sur le thème «**L'Afrique et les crises économiques mondiales** » à Accra en aout.

2.2 les actions en cours avec le mouvement syndical international

- ❖ Depuis le déclenchement de la crise financière globale, **la CSI-Afrique est partie prenante avec la CSI, le TUAC** (Commission Consultative Syndicale auprès de l'OCDE), les **FSI** (fédérations syndicales Internationales) dans **des actions régulières et permanentes**
- Dans ce processus de veille et de suivi, **trois temps forts** peuvent être mentionnés:
- Les déclarations syndicales élaborées à l'occasion issues des sommets **G20 de Washington** du 20 novembre 2008 et **de Londres** du 2 avril 2009 et du sommet social **de Rome** des 29 et 30 mars 2009
- Et le **suivi de la mise en œuvre des décisions issues de ces sommets**

- Pour l'essentiel, ces engagements du mouvement syndical ont insisté sur cinq axes d'action :
- ❖ un plan de relance et un programme de croissance durable coordonnés au niveau international (a)
- ❖ des investissements dans l'économie mondiale pour garantir une croissance à faible émission de carbone (b)
- ❖ de nouvelles réglementations pour les marchés financiers mondiaux (c)
- ❖ une gouvernance économique mondiale efficace et responsable (d)
- ❖ un monde plus équitable pour travailler et pour vivre (e)
- Dans le cadre de ce débat et de ces consultations, la CSI-Afrique a formulé des suggestions en lien avec trois axes : (a), (d) et (e)
- Axe (a) - risques de perte d'emplois, d'aggravation des tensions migratoires et de dégradation de la gouvernance
- Axe (d) – la question de droits de vote équitables
- Axe (e) - La mise en place de mécanismes régulateurs et des produits de base compensatoires

- Au-delà de ces déclarations syndicales, l'action de veille avec le mouvement syndical international s'est poursuivie à travers :
 - ❖ la participation à diverses activités sur le plan mondial (Conférence de l'OIT sur la crise et l'emploi, juin 09, Conférence de l'ONU sur la crise financière et économique mondiale et son impact sur le développement, juin 09), et régional (Union Africaine, mai 09);
 - ❖ le suivi des recommandations de sommets internationaux et régionaux;
 - ❖ la préparation du prochain sommet du G20 de Pittsburg les 24 et 25 septembre 2009.
 - ❖ A cet égard, le mouvement syndical vient de publier la déclaration syndicale de Pittsburg. Celle-ci reprend les cinq orientations de la déclaration syndicale de Londres mais en y ajoutant une sixième sur l'emploi priorité des priorités.



3 . Implications pour le monde du travail et stratégies syndicales

- Les crises antérieures avaient déjà engendré **un chômage important** du fait de la chute des activités économiques, de l'expansion de l'économie informelle conjuguée avec l'expansion de la précarisation et de la pauvreté.
- Cette situation avait déjà commencé à **accentuer la désyndicalisation en Afrique** et engendrer l'atomisation des organisations syndicales, entraînant pour ces dernières, un recul de leur représentativité et une perte d'efficacité.
- Avec la crise actuelle, **ces tendances vont se maintenir et/ou s'aggraver**. Cela risque d'exacerber les problèmes auxquels est confronté **le mouvement syndical africain**. D'où la nécessité de stratégies appropriées



3. 1 Quelques axes stratégiques d'action

- Les différents plans mondiaux, continentaux et régionaux ont pris des initiatives et ou adoptés des plan d'action
 - Ces mesures et dispositions ne sont que des intentions, **c'est maintenant que le travail réel commence pour les syndicats et les organisations de la société civile en Afrique et ailleurs dans le monde.**
- La CSI-Afrique et les syndicats africains ont la **responsabilité** d'œuvrer pour des changements significatifs débouchant sur le développement et le progrès social sur le continent.
- Pour se faire, ils doivent se mobiliser **pour pousser les dirigeants à l'action afin que des solutions durables** en menant des actions concrètes afin de **consolider** leurs connaissances sur le sujet, **sensibiliser** les travailleurs et **proposer des alternatives**.
- Cela suppose à court terme, moyen et long terme sur le plan opérationnel des stratégies en matière de :



3 Implications pour le monde du travail et stratégies syndicales

- Les différents plans mondiaux, continentaux et régionaux ont pris des initiatives et ou adoptés des plan d'action
- Ces mesures et dispositions ne sont que des intentions, **c'est maintenant que le travail réel commence pour les syndicats et les organisations de la société civile en Afrique et ailleurs dans le monde.**
- La CSI-Afrique et les syndicats africains ont la **responsabilité** d'œuvrer pour des changements significatifs débouchant sur le développement et le progrès social sur le continent.
- Pour se faire, ils doivent se mobiliser **pour pousser les dirigeants à l'action afin que des solutions durables** en menant des actions concrètes afin de **consolider** leurs connaissances sur le sujet, **sensibiliser** les travailleurs et **proposer des alternatives**.
- Cela suppose à court terme, moyen et long terme sur le plan opérationnel des stratégies en matière de :



- **Information et recherche** (système de veille physique et électronique d'information - banque d'information - base de données - réseau avec le monde académique et la société civile- etc.)
- **Organisation** (structure de travail dans la centrale – structure dans l'intersyndicale – au sein de la société civile)
- **Renforcement de capacité en analyse socio-économique** (ateliers de formation, bulletin d'information, programmes de formation et de recherches, réseaux et ou instituts de recherches, etc.)
- **Négociation** (formation, techniques de négociation, mécanismes de dialogue social, alliances et de groupes de pression, etc.)
- **Afin de répondre aux questions suivantes : Comment ? Quand ? Avec qui ? Avec quels moyens ? A quelles fins ?**



- Se faisant, la CSI-Afrique et les syndicats africains seraient à même d'influer sur les stratégies de développement des Etats et des institutions internationales, continentales et régionales pays afin que dans leur mise en œuvre, les préoccupations des populations et travailleurs africains soient pris en compte en matière :
- i. d'une croissance économique durable, axée sur le renforcement des processus d'intégration régionaux reposant sur une agriculture et une industrialisation compétitives orientées prioritairement sur les besoins des marchés, afin de limiter la forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur ;
- ii. de création d'emplois productifs et décents, générateurs de revenus substantiels, pour freiner le cycle de la pauvreté ;



- iii. **de justice sociale garantissant un accès rapide et à moindre coût** des populations aux services sociaux essentiels, aux infrastructures de base, à l'eau, à l'électricité, aux crédits ;
- iv. **d'une gouvernance efficace et efficiente** axée sur une **utilisation judicieuse** des ressources publiques avec une **forte implication des syndicats**;
- v. **d'équité** pour **réduire voire supprimer** dans un horizon raisonnable **les disparités selon le sexe, les milieux, l'âge, l'ethnie et les croyances.**



- **3.2 Un nouveau contexte mondial pour un engagement syndical pour la promotion du DHD**
- Cette crise financière et économique mondiale est sans doute une crise majeure du système capitaliste.
- Le monde se trouve à un moment historique et attend avec impatience **la mise en œuvre des conclusions du dernier Sommet du G20 de Londres et leur évaluation à son prochain sommet de Pittsburg.**
- Aujourd'hui, apparemment la donne a changé et la faillite de l'ultralibéralisme semble être une réalité. On constate le recours massif aux politiques keynésiennes qui avaient été jadis décriés et le déclin du néolibéralisme.
- Des sommes colossales financées majoritairement par les impôts prélevés sur les revenus des travailleurs servent à soutenir ces programmes et plans de relance.



- Au-delà de la **crise systémique du libéralisme**, il y a lieu de signaler aussi une **crise de la pensée** qui se manifeste par des interrogations sur au moins sept dimensions en termes :
 - *de crise du concept de développement,*
 - *d'un nouveau paradigme technologique,*
 - *de nouvelles relations du travail,*
 - *de la crise du standard de consommation,*
 - *de la crise du standard énergétique,*
 - *de la crise écologique,*
 - *de la crise géopolitique.*
- Cette crise offre ainsi, une occasion exceptionnelle pour le mouvement syndical pour examiner les scénarii et perspectives post crises **pour un développement réel basé sur les valeurs de justice sociale et d'équité.**



La nécessité d'un modèle de développement alternatif

- C'est pourquoi, au-delà de la dimension opérationnelle, au vu de la crise du système et de la crise de la pensée, les syndicats africains doivent engager un travail de fonds en vue de l'élaboration d'un **modèle de développement approprié et pertinent pour les pays africains**.
- Ce modèle doit tenir compte non seulement de la nécessité de : **préserver les ressources** du continent, **créer des emplois décents en nombre suffisants**, de garantir une éthique **démocratique et de consommation**, et de **repositionner l'Afrique dans le nouveau cadre géopolitique avec des pôles de développement porteurs**.
- Cela suppose un **leadership au niveau du mouvement syndical** sur le plan national, régional et continental pour nouer des alliances et mobiliser des ressources humaines et intellectuelles.



Conclusion

- Sur la scène mondiale, **l'Afrique est marginalisée alors qu'elle dispose de potentialités énormes.**
- Pourtant certains pays s'en sortent **car leurs dirigeants et peuples s'en donnent les moyens.**
- Mais beaucoup sont à la traîne et à la croisée des chemins. Néanmoins, les moyens humains, naturels et financiers existent mais ils sont accaparés par une minorité.
- **Ces derniers peuvent s'en sortir si le leadership (politique, syndical, entrepreneurial et financier) à tous les niveaux s'engage pour le développement.**



Merci pour votre attention